

ÉLECTIONS FÉDÉRALES OCTOBRE 2008

IPLI : Initiative des partenariats de lutte à l'itinérance.

Ce programme fait partie d'une stratégie fédérale mise en place par le gouvernement conservateur pour la période 2007-2009 (en continuité de l'IPAC des Libéraux).

Photo :
Manifestation à Longueuil organisée par la Table de concertation des SDF de la Rive-Sud
(Crédit : Richard Lépine)

IPLI : des mobilisations qui ont porté fruit !



LES 11 ET 12 SEPTEMBRE 2008, LE RSIQ ORCHESTRAIT DES ACTIONS PUBLIQUES DANS 7 VILLES DU QUÉBEC. L'OBJECTIF : OBTENIR DE TOUS LES PARTIS UNE RECONDUCTION D'IPLI POUR AU MOINS 5 ANS AVEC UNE BONIFICATION DES BUDGETS ET LE MAINTIEN DE LA VOCATION GÉNÉRALISTE DU PROGRAMME.

Une campagne de fax ciblant les 4 chefs de partis organisée la même semaine a

reçu la participation de près de 200 groupes à travers le Québec. Il faut rappeler que le milieu s'est mobilisé avec le RSIQ depuis les cinq dernières années pour obtenir un financement fédéral à long terme.

Le 17 septembre 2008, les Conservateurs rendaient publique une décision du gouvernement prise avant le déclenchement des élections. Les autres partis en lice s'étaient déjà positionnés en faveur d'une reconduction.

On peut lire sur le site du ministère des Ressources humaines et du Développement social :

Le financement de l'Initiative en matière de logement abordable (ILA), les programmes de rénovation tels que le Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL) et la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) devaient prendre fin le 31 mars 2009.

Le 4 septembre 2008, le gouvernement du Canada a décidé d'octroyer 387,9 millions de dollars annuellement et ce, pour les cinq prochaines années jusqu'au 31 mars 2014.

NOTRE OBJECTIF EST PARTIELLEMENT ATTEINT PUISQUE NOUS DEMANDIONS UNE HAUSSE DE L'ENVELOPPE ET CELA N'A PAS ÉTÉ ENTENDU ENCORE : Les budgets accordés restent les mêmes que ceux alloués au programme depuis 2001.

LE DOSSIER N'EST PAS RÉGLÉ : lire la suite en p. 2...

IPLI 2009-2014 : plus qu'une promesse électorale

La reconduction pour 5 ans n'est pas qu'une promesse même si cette annonce a été faite pendant la période électorale ; **il s'agit bien d'une décision prise par un gouvernement en place.** Les budgets sont donc prévus pour IPLI pour 2009-2014. Il faut se réjouir car à pareille date il y a 2 et 3 ans, nous n'en étions pas encore là.

Toutefois, si un grand bout est fait, nous ne sommes pas encore assurés :

- 1) d'un **budget suffisant** pour répondre aux besoins exprimés par le milieu : on peut déjà compter sur 18 millions \$ par an alors que le Québec aurait besoin de 50 millions \$.
- 2) que la **vocation généraliste** du programme soit maintenue (le fédéral voudra-t-il implanter une approche « housing first » et se limiter à fournir un logement aux personnes vivant l'itinérance chronique) alors que nous avons démontré la nécessité de plusieurs réponses à amener à ce problème complexe qu'est l'itinérance.
- 3) que les **budgets seront effectivement disponibles au 1er avril 2009** et que pourra être évitée une rupture de services qui aurait des conséquences désastreuses sur les personnes qu'IPLI permet d'aider et d'accompagner actuellement.



NOUS MENONS UN SUIVI INTENSIF DE CE DOSSIER, déjà des lettres ont été adressées aux autorités provinciales et fédérales responsables du programme.

DÈS LE LENDEMAIN DES ÉLECTIONS ET LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT, NOUS AGIRONS POUR FAIRE RESPECTER CET ENGAGEMENT.

RESTEZ MOBILISÉS ! Nous vous informerons dans les prochaines semaines des actions collectives que nous initierons en ce sens (campagne de lettre ou de fax, action publique à prévoir d'ici Noël).

Photo : Manifestation sous un pont au centre-ville de Sherbrooke organisée par la Table de concertation sur l'itinérance à Sherbrooke (Crédit : François Lemieux)

ENGAGEMENTS EN LOGEMENT SOCIAL DES PARTIS

PARTI CONSERVATEUR : aucun

PARTI LIBÉRAL : 30 000 nouveaux logements sociaux et rénovation de 30 000 unités

BLOC QUÉBÉCOIS : réinvestissement progressif visant 1% du budget (2 milliards \$) soit 20 000 unités / an à partir des surplus de la SCHL

N.P.D. : 1% du budget pour la construction de logements véritablement abordables, sur une période de dix ans

Le **FRAPRU** évalue à **52 000 logements sociaux le manque à gagner au Québec depuis 1993** à cause du retrait du conservateur Mulroney. Aucun des gouvernements qui se sont succédé à Ottawa n'est revenu sur cette décision. Les libéraux Chrétien et Martin ont pris, à partir du début des années 2000, de modestes initiatives dans le logement abordable permettant aussi bien de financer des logements sociaux que d'accorder des subventions à des promoteurs privés (PAREL, Logement Abordable.) que Harper a poursuivi et reconduit (jusqu'en 2014 comme IPLI).

le Réseau **SOLIDARITÉ** Itinérance du Québec

Téléphone :
514-861-0202

Télécopie :
1-888-438-9719

courriel :
solidarite-itinerance@hotmail.com

Adresse de correspondance :
CP 60140 5101, St-Denis
Montréal (QC) H2J 4E1

une dizaine de pages Web mises à
jour régulièrement sur le site

www.rapsim.org